

**demandez le supplément spécial :
A BAS LA CIRCULAIRE FONTANET**

prix :

1 F

avec le supplément

front rouge

prolétaires de tous les pays, nations



et peuples opprimés, unissez vous

journal de combat marxiste-léniniste

HEBDOMADAIRE N° 65

5 avril 1973

CCP Front rouge 204-51 Lyon

BP 464 75065 PARIS CEDEX 02

VIVE LA LUTTE DES O.S. DE RENAULT !

Les 400 O.S. immigrés du département 12, en grève depuis le 21 mars, viennent de faire voler en éclat, tout un pan de mesures démagogiques mises au point par la bourgeoisie pour juguler les luttes des O.S. Depuis la longue grève, il y a moins de 2 ans, en mai 1971, des O.S. du Mans, qui, eux aussi, étaient partis en lutte contre l'intensification du travail, les conditions de travail exténuantes, le système de rémunération du salaire au poste, la bourgeoisie, sans céder un pouce sur les revendications, avait fait de longs discours sur les O.S. ; elle avait mis au travail ses spécialistes, envoyant même des experts travailler en usine. Au gouvernement, au CNPF, on reconnaissait en parole les conséquences les plus criantes sur la classe ouvrière du travail à la chaîne.

On les reconnaissait, mais évidemment pas pour les supprimer : les capitalistes n'entendent en aucun cas renoncer au profit supplémentaire que leur fournit l'intensification du travail. Ils entendent seulement proposer des « solutions » capables de tromper l'ouvrier, capables de lui donner l'illusion que sa condition d'O.S. peut changer, tout en lui faisant suer toujours le maximum de plus value dans sa journée de travail.

Ces « solutions révolutionnaires », les ouvriers de plusieurs « entreprises d'avant-garde » les ont déjà expérimentées et les ont même combattues. L'aménagement des pauses, ce soi-disant repos supplémentaire accordé dans la journée de travail ne vise qu'à imposer à l'ouvrier de plus hautes cadences. « L'élargissement des tâches », au Mans, plusieurs OS l'ont vécue : ils ne restent plus à la même place à la chaîne mais courent après la voiture pour enchaîner plusieurs opérations, gagnant ainsi un temps précieux pour la Régie au prix d'une fatigue supplémentaire.

Mais pour le capitaliste, ce n'est plus un travail d'O.S. puis-

qu'ils accomplissent plusieurs opérations !

La dernière solution de Dreyfus, préparée en collaboration avec les syndicats fait passer 5.000 O.S., professionnels de fabrication, nouvelle classification intermédiaire entre P1 et OS2. Il ne s'agit en rien de diminuer les cadences des OS, de transformer leur travail, mais surtout de sélectionner certains O.S. « en raison de leurs tâches antérieures : complexité, responsabilité à l'égard des hommes et du matériel », et de leur accorder une augmentation de salaire. Avec cette classification « P1 F » la régie entend diviser les O.S., faisant miroiter une possible promotion aux plus dociles. Les 400 O.S. du département 12 ont mis en échec cette manœuvre : seuls 16 d'entre eux étaient P1 F, ils réclament cette

qualification pour tous, ce qui leur garantira l'augmentation, de salaire, ils réclament l'amélioration de leurs conditions de travail puisque le statut de P1 F ne modifie en rien ces conditions.

La lutte des O.S. du département 12 remet à leur place les bavardages du patronat sur les conditions de travail ; elle remet à leur place le catalogue de Provins, où Messmer promettait justement « l'humanisation des conditions de travail ». La classe ouvrière doit prendre exemple sur les O.S. de Renault pour dénoncer les mesures démagogiques de la bourgeoisie, visant à masquer l'intensification du travail, pour déposer ses revendications et les faire aboutir.

Restons vigilants. Sa manœuvre démagogique mise en échec à Renault, la bourgeoisie peut très

bien tenter de briser la grève par les licenciements et l'expulsion, à l'aide de la Circulaire Fontanet, des ouvriers les plus combattifs. La solidarité de combat manifestée par les O.S. des presses à Sandouville, Flins et Le Mans, qui ont arrêté le travail et déposé les mêmes revendications, doit aussi se manifester dans la lutte contre la Circulaire Fontanet : que pourra faire le jeune ouvrier de Sandouville ou le paysan-travailleur du Mans, si, quand il arrête le travail, les immigrés doivent le poursuivre menacés d'expulsion ?

Restons vigilants. La CGT est prête à tout pour couler le mouvement. Elle a déjà crié victoire mercredi alors que les ouvriers s'opposaient à la reprise, et a dû retourner sa veste en 24 H. Les ouvriers ont affirmé leur volonté de prendre en mains eux-mêmes,

leur lutte mais la CGT est prête à beaucoup de démagogie pour ne pas se laisser distancer et isoler par les ouvriers combattifs. Depuis la fin des élections, le P"C" F est soucieux de ne pas apparaître comme coupé des mouvements qui se déroulent : le mouvement des lycéens, le mouvement des immigrés contre la Circulaire Fontanet, aujourd'hui la grève de Renault. Démasquons ces tentatives de récupération, rappelons leur rôle de saboteur des luttes pendant la période électorales.

SOUTENONS LA LUTTE DES O.S. DE RENAULT

AVANÇONS NOS REVENDICATIONS CONTRE L'INTENSIFICATION DU TRAVAIL.

DEJOUONS LES MANŒUVRES DE LA CGT.

LE 1/4/73.



RENAULT :

3000 jeunes des CET en grève manifestent leur solidarité combattante avec les OS.

(Photo APL)

LA CLASSE OUVRIERE EN LUTTE

1 semaine de lutte

Les luttes de la classe ouvrière, freinées par les manœuvres révisionnistes pendant toute la période électorale, reprennent un nouvel élan. Aux côtés des O.S. de Renault, des luttes se déclenchent :

— 1.000 O.S. de la Sollac à Seremange et à Florange se sont mis en grève cette semaine pour réclamer la garantie des salaires pour les emplois pénibles.

— contre les cadences, les ouvrières de Boussac entament leur 4e semaine de grève, refusant le projet d'accord discuté entre la direction et la CFDT qui ne leur accorde pas la suppression du salaire au rendement.

— dans la région de St-Etienne, les ouvriers luttent pour de meilleurs salaires, pour l'amélioration de leurs conditions de travail, la diminution du temps de travail : grève de 15 jours à la SEFAC, aux Forges de l'Horme, chez Therm et Cailloux. La lutte continue à Labo-Industrie (Chazelle-sur-Lyon), chez Holzer-Outillage où les ouvriers ont voté la grève illimitée avec piquets contre les menaces de licenciement, pour la garantie de l'emploi et une augmentation de salaire.

— dans la région de Nantes, les ouvriers des Ateliers et Chantiers de Bretagne débrayent depuis 10 jours contre les menaces de licenciement : 2 manifestations le 24 mars et le 30 mars ont regroupé 1.200 et 2.000 ouvriers dans les rues de Nantes. A la Biscuiterie Nantaise 250 ouvriers occupent leur usine pour obtenir la totalité de leur 13e mois. A la Raffinerie Say, toute l'usine s'est mise en grève pour réclamer la réintégration d'un ouvrier injustement licencié par une contre-maître fasciste.

renault : les 400 o.s. continuent la lutte malgré le sabotage de la C.G.T.

Depuis mercredi 21 mars, 400 O.S. des grosses presses du département 12 de Renault-Billancourt, sont en grève totale illimitée. Tous immigrés comme la plupart des milliers d'O.S. de Renault-Billancourt, originaires d'Espagne, du Portugal, d'Afrique du nord, d'Afrique noire, ils sont soumis à des conditions de travail très dures, avec les jets d'huile et le bruit infernal des presses qui, retombant 500 fois à l'heure, rendent complètement sourds de nombreux ouvriers ; la cadence est de plus en plus rapide, et les pièces de carrosserie, très lourdes, des R4 et des R6, qu'il faut manipuler de plus en plus vite, provoquent de nombreuses coupures aux mains.

Souvent les salaires ne dépassent pas 1.400 F par mois : « Il est difficile de vivre avec ça, vu le coût de la vie dans la région parisienne » disent les travailleurs.

En réclamant aujourd'hui d'être tous classés professionnels de fabrication P1 F, ce que veulent les O.S. des grosses presses, c'est une augmentation de salaire garantie, correspondant, pour la plupart d'entre eux, à 120 F par mois. Ce qu'ils veulent aussi, c'est l'abolition du système de salaires que subissent actuellement tous les O.S. de la Régie : ce système soigneusement mis au point par la direction, fait dépendre le salaire du poste

et attribue des classes différentes selon le poste occupé, même si dans tout l'atelier le travail est le même. Le résultat c'est la perte de salaire, à l'occasion de changements de postes et la division des ouvriers. Ainsi aux grosses presses, pour un même travail, 300 sont en classe 8, 73 en classe 9 et 16 seulement sont P1 F, et ici le P1 F a été accordé par la maîtrise à la tête du client » pour ceux qu'elle espère voir jouer le rôle de « jeunes » tout cela dans l'espoir d'engendrer la division dans les rangs des ouvriers.

Aujourd'hui, les O.S. des presses continuent la lutte, face aux manœuvres démagogiques et aux menaces de la direction : — mercredi matin, ils ont refusé les propositions de la direction qui, mis à part une concession, (la classe 9 pour tous ceux qui étaient en classe 8), ne propose qu'une prime « conditions de travail » dépendant du poste : pour ceux qui sont depuis moins de 7 ans au même poste, un simple déplacement peut remettre en question la prime ; surtout, la direction entend conserver le P1 F tel qu'elle l'a mis en place : c'est en juin 72 qu'elle a accordé le P1 F à 5.500 O.S. dans tout le groupe Renault ; l'objectif principal : en collant l'étiquette de P1 sur certains O.S., essayer de faire croire à un progrès de la

« qualification », essayer de faire oublier qu'en régime capitaliste, où la tendance est à la déqualification, avec un travail à la chaîne de plus en plus parcellaire et abrutissant, lié à des cadences de plus en plus grandes, pour réaliser le maximum de profits, la situation des O.S. ne peut que se dégrader. En maintenant le système de P1 F pour certains O.S. seulement la direction, qui veut faire miroiter des possibilités de promotion individuelle parmi les O.S. espère aussi diviser les ouvriers.

Quant aux menaces elles sont très claires : — lundi : provocation armée de 35 nervis qui, revolver à la ceinture, et sous la direction du chef de surveillance, essayent vainement d'imposer la remise en marche des chaînes au 12. C'est un nervi, de ce genre, Tramoni, qui avait assassiné à coups de revolver l'ouvrier révolutionnaire Pierre Overney : — Jeudi : lockout de 7.000 ouvriers :

En annonçant qu'elle convoquera les travailleurs individuellement pour la reprise du travail, la direction peut chercher à casser le mouvement en s'appuyant sur des éléments hésitants, elle peut aussi brandir demain la menace des licenciements pour les ouvriers immigrés, ce qui avec la circulaire Fontanet, voudrait dire menace d'expulsions.

31/3.

Les travailleurs de Renault continuent la lutte malgré la tentative délibérée de la CGT de briser la grève.

• Mercredi matin, au moment même où les grévistes des 3 équipes du 12 réunis en assemblée générale, décidaient de rejeter les propositions de la direction, et de continuer la lutte, la CGT après avoir la veille présenté aux grévistes les propositions de la direction comme l'équivalent de ce qu'ils réclamaient, déclarait :

« Il aura fallu une fois encore une lutte de plusieurs jours... pour obtenir satisfaction », tandis que dans l'Humanité sous le titre « Victoire des 400 OS », Charles Silvestre osait écrire : « les 400 OS des grosses presses obtiennent pratiquement ce qu'ils demandaient ». Cette trahison de la CGT est claire pour de nombreux O.S. des presses ou d'autres ateliers qui disent aujourd'hui : « La CGT est contre nous, contre notre lutte ».

• Pour essayer de faire oublier leur trahison qui éclate au grand jour, les révisionnistes n'ont pas hésité devant l'amalgame, l'injure, la menace. Jeudi, à la porte Emile Zola, Sylvain, secrétaire CGT de Renault, désignant des ouvriers qui reprenaient le mot d'ordre « d'occupation » de l'usine et discutaient ferme sur l'attitude des syndicats, hurlait comme un fou dans son micro : « Je reconnais personnellement quelques visages... Ils sont, comme la CGT l'a dit il y a 3 jours, les petits-fils des hordes fascistes de la Rocque, qui en 1934-36, combattaient le Front Populaire »...

• Face au lock-out, la CGT ne lance aucun mot d'ordre, elle s'oppose à l'occupation de l'usine par les ouvriers et « invite » seulement les travailleurs lockoutés à se présenter à leur travail « comme si de rien n'était ». Au meeting de vendredi, place nationale, aucune perspective n'était proposée, autre que les négociations de mardi prochain. Tout ceci, alors que parmi les 7000 lockoutés, de l'île Seguin, nombreux sont les O.S. qui voient dans la revendication des presses une revendication commune et qui seraient favorables à une lutte générale de l'usine sur cette base. La CGT qui, dans un tract, le 29 mars, déclare : « la défense de la nationalisation est le souci majeur (!!!) de tous les travailleurs de l'entreprise » ne veut pas que le patronat de la Régie, entreprise nationalisée, perde de l'argent.

• Les révisionnistes sont d'autant plus gênés par la grève des presses, dont ils craignent que le contrôle leur échappe, que cette grève met en cause un système de rémunérations et de pseudo-qualifications qu'ils ont eux-mêmes contribué à mettre en place. Le P1 F a été établi en juin 72 après de multiples discussions avec les syndicats. Dès mars 72, chez Renault la CGT avait préparé le terrain : « des milliers de travailleurs actuellement O.S. doivent être classés P1... Sera classé O.S. l'ouvrier n'ayant aucune responsabilité » (tract CGT à Billancourt, le 6 mars 72).

Qu'entend-ici par « responsabilités » sinon des « responsabilités » vis à vis du Capital, exemple : pour ceux qui conduisent des machines très chères,

ou travaillent des produits très chers etc... La CGT a défendu à fond les illusions sur les possibilités de « qualification » et de « promotion individuelle ».

La section P.C.F. de Renault est claire sur les « perspectives » offertes par les révisionnistes : le 29 mars après avoir écrit : « les revendications des O.S. (non rappelées dans le tract), sont convergentes avec celles des autres catégories du personnel » elle précise : « la possibilité d'accéder à une profession supérieure, de n'être pas O.S. à vie, est normale et conforme aux exigences de la production de notre temps. C'est la même revendication que défendent tous les travailleurs qui aspirent à progresser professionnellement ». Nullement question donc pour les révisionnistes de remettre en cause la situation faite aux O.S. en régime capitaliste ; il s'agit seulement de « n'être pas O.S. à vie » !

Aujourd'hui, la CGT, embouchant toujours la même trompette, essaye d'ailleurs en vain de dévoyer la lutte des O.S. vers la revendication de « grille unique des salaires de l'O.S. à l'ingénieur », et de « qualification », intéressant surtout les cadres et les ingénieurs pour qui la promotion est la revendication principale. Alors que les O.S. des presses réclament actuellement le P1 F pour avoir une garantie de l'augmentation de salaire ; et pour combattre un système de division, la CGT s'empare de ça en disant : « leur revendication c'est ce que la CGT réclame depuis des années, en demandant une meilleure qualification pour un certain nombre d'O.S. ».

du 28 mars
au 29 mars...
la détermination des O.S.
de Renault oblige le P.C.F.
à se désavouer.



les élections finies la hausse des prix s'accélère

Le gouvernement, Giscard en tête, avait lancé une campagne « Baisse TVA » en vue des élections. Il s'agissait de faire croire que la hausse des prix pouvait être stoppée. Mieux, Giscard avait promis une baisse de 2 %.

Au bout de 2 mois, le cirque électoral passé, ce vaste bluff, dénoncé par Front Rouge dès le début (n° 50) se dégonfle complètement :

1. Le coût de la vie n'a pas cessé d'augmenter depuis Janvier.

Un exemple : la suppression (pour 6 mois de la TVA) sur la viande de bœuf aurait dû entraîner une baisse immédiate de 7 %. Or, le bœuf, officiellement, a augmenté de 1 %. C'est-à-dire, qu'en 2 mois le bœuf a augmenté en douce, d'au moins 8 % !! Quant aux loyers et impôts locaux, voici ce qu'a signifié, dans les HLM ouvriers, la baisse prévue pour janvier :

« A Villefranche, nous avons été particulièrement bien servis : une enquête rapide et partielle permet de chiffrer l'augmentation de 11 % à 21 % des impôts locaux.

— F4 HLM BELIGNY : 320 F en 72 ; 390 F en 73 ; augmentation : 20 % ;

— F5 HLM BELIGNY : 350 F en 72 ; 410 F en 73 ; augmentation : 17 %.

AUJOURD'HUI C'EST AU LOYER D'augmenter :

— F2 HLM BELIGNY : 185,41 F (décembre) ; 193,46 F (janvier) ; augmentation de 4,3 % ;

— F3 HLM BELIGNY : 200 F (décembre) ; 208 F (janvier) ; augmentation de 4 %.

— F5 HLM BELIGNY : 268,75 F (décembre) ; 279,50 F (janvier) ; augmentation de 4 %.

Demandez à n'importe quel gérant d'une succursale COOP, CASINO ou POTIN le samedi 10 mars, ils recevaient une longue liste de « nouveaux prix »... et le mardi 13 mars, grande valse des étiquettes, sur tous les articles : café, thé, biscuits ; 50 à 60 centimes sur des boîtes de couscous de 2 F, 6 à 12 cent. sur le vin ordinaire etc.

Le 21 mars, une hausse de 3,4 % sur le bifteck était décrétée officiellement à Paris.

Chez un grossiste en électro-ménager nous écrit un correspondant de Montpeller, les appareils n'arrivaient plus depuis janvier... Ils sont arrivés, à présent, avec aussi, les nouveaux tarifs, majorés de 20 à 30 % !

2. Aussitôt après le second tour, le feu vert a été donné pour une hausse généralisée et organisée.

3. Mais ce n'est qu'un début. L'état bourgeois, avec l'ensemble des capitalistes, a concerté un vaste plan de hausses :

— dès la fin Juin, la TVA sur le bœuf doit être rétablie. Cela veut dire une hausse de 7 %, accélérant brutalement la hausse déjà rapide du prix du bœuf.

— les « experts » européens, Chirac en premier lieu, s'apprêtent à décider des hausses d'au moins 10 % sur la viande et les produits laitiers.

— les tarifs publics, bloqués jusqu'au 31 mars (comme par hasard) vont être « débloqués » : la SNCF a déjà décidé des hausses. A la RATP - il est prévu de faire passer, à la faveur des congés, une hausse de 10 % minimum sur le ticket de métro et de banlieue. L'EDF relève de 2 % environ ses tarifs en août. En juin : l'essence augmentera de 3 %.

— dans l'industrie, la crise du système monétaire capitaliste, l'anarchie du marché mondial provoquent une inflation galopante : les matières premières importées ont augmenté de 8,5 %, rien qu'en Janvier, soit 20 % depuis septembre.

Un exemple : en un an et demi, la laine a augmenté de 400 %. Ce qui laisse prévoir bientôt des hausses de 20 à 25 % sur toute une série de textiles et de vêtements. Même situation pour le cuir et par conséquent les chaussures.

— Il est entendu qu'au début du mois de mai, les industriels pourront appliquer de « nouveaux barèmes » et les commerçants de « nouvelles marges », en vertu de « la programmation ».

La hausse générale, accélérée, organisée du coût de la vie, c'est une attaque directe de la bourgeoisie pour abaisser brutalement le salaire réel de la classe ouvrière. Dénonçons largement, faits à l'appui, à partir des budgets ouvriers, la paupérisation. Alors que les Séguy et Maire font semblant de se demander si l'on peut vivre avec 1.000 F par mois, demandons à des assemblées ouvrières, de fixer elles-mêmes le salaire qu'il faut exiger aujourd'hui, si l'on veut survivre. Ce ne sera sûrement pas 1.000 F.

meeting front rouge à paris

Vendredi 30 mars, s'est tenu à Paris le meeting organisé par FRONT ROUGE : « OUI LA REVOLUTION EST POSSIBLE ». La salle Lancry était pleine.

Un camarade tirant le bilan du cirque électoral, dénonça la double offensive déclenchée par la bourgeoisie, et appela à organiser la riposte.

Dans cette perspective une camarade montra ensuite que la Circulaire Fontanet visait particulièrement à mater les luttes déclenchées par les O.S. comme ceux des presses à Renault, qui furent vivement applaudis. Elle montra la nécessité urgente d'engager la lutte d'ensemble contre cette circulaire fasciste.

Un camarade traça enfin les tâches immédiates des comités Indochine Palestine après la victoire du Rassemblement du 4 mars. Un message de l'Association Générale des étudiants Guadeloupéens (AGEG) expliquant et soutenant la grève des travailleurs du sucre fut chaleureusement accueilli. La collecte de soutien aux grévistes réunit plus de 40.000 AF. Elle a été remise à l'AGEG et à l'AGTAG (association générale des Travailleurs Antillo-Guyanais).

Pour clôturer ce meeting, le film « quand ils étaient ministres » fut projeté, pour la première fois en public. Il a été suivi avec beaucoup d'attention par tous les participants : pour la première fois depuis des dizaines d'années en France, le cinéma devient une arme révolutionnaire, sert à démasquer la trahison révisionniste. Et cette dénonciation, ce sont des ouvriers, des mineurs qui la mènent, face à la caméra. Des mineurs qui ont eux-mêmes subi durement « la bataille pour la production », orchestrée par les révisionnistes, c'est-à-dire la surexploitation forcée des années 4 5-47.

Correspondant Paris

LES JEUNES DES C.E.T. RENTRENT EN LUTTE

Sur la lancée du mouvement lycéen, contre l'école et l'armée bourgeoise, les élèves des CET sont entrés massivement en lutte.

Mais, futurs prolétaires, préparés par la bourgeoisie à subir l'exploitation, leur lutte présente d'emblée un caractère de classe radicalement différent de la lutte des lycées.

Cette lutte massive se heurte d'abord au silence le plus total de la bourgeoisie qui préfère s'étendre sur les contre-cours organisés dans les grands lycées parisiens, et présente tout au plus la lutte des CET comme une force d'appoint au mouvement lycéen, cachant les revendications particulières qui s'y sont rapidement dégagées.

Elle se heurte à une répression sans détours : à Bron par exemple, près de Lyon, fermeture du CET dès le début de la lutte, et renvoi de plusieurs élèves. Et les élèves des CET savent que s'ils peuvent aujourd'hui manifester dans la rue, c'est uniquement parce qu'ils sont entrés en lutte dans la foulée du mouvement lycéen.

Pourquoi ce silence et cette répression ? Parce qu'ils rejettent les formes les plus criantes de la préparation à l'usine qu'on leur impose :

- ils rejettent l'exploitation qu'ils subissent déjà au CET : ils refusent par exemple dans certains CET de payer des outils cassés, les fournitures, ils refusent le travail gratuit pour les patrons.

- ils rejettent les conditions de travail

qui les rapprochent déjà de leur future condition de prolétaires : ils demandent par exemple souvent une diminution des horaires de 40 h de présence minimum au CET, auxquelles s'ajoutent pour certains dans la région parisienne un temps de transport allant jusqu'à 20 h par semaine.

- ils refusent les vexations, les punitions, les brimades, les coups, par lesquels la bourgeoisie tente d'en faire des ouvriers dociles.

- ils demandent les mêmes libertés politiques que dans les lycées et les facultés, libertés qu'en tant que futurs ouvriers, la bourgeoisie leur refuse.

- ils ne veulent pas être obligés de changer de région pour trouver du travail ; ils dénoncent en particulier les classes "dépotaires", classes "pratiques" ou de "transition" où on attend l'âge limite pour avoir le droit d'être chômeurs.

En même temps, les élèves des CET expriment leur solidarité avec la classe ouvrière en lutte ; plusieurs milliers de jeunes de CET et lycées techniques de la banlieue sud de Paris ont apporté mercredi 28 mars leur soutien aux OS de Renault en grève. Certains d'entre eux sont revenus le 29 devant Renault insistant pour que des ouvriers viennent chez eux expliquer le sens de leur lutte. Des jeunes du lycée technique de Sèvres expliquaient comment ils avaient abandonné le mot d'ordre d'extension du sursis à tous, par ce qu'ils s'étaient aperçus en discutant avec des ouvriers, que le sursis n'était pas un problème qui

concernait la classe ouvrière.

Les marxistes-léninistes soutiennent activement et sans réserve la lutte des CET. Au moment où des centaines d'OS chez Renault sont en lutte contre la déqualification et les conditions de travail, popularisons largement la lutte des élèves des CET qui rejettent la préparation à leur futur métier d'OS.

Les jeunes des CET issus de familles ouvrières sont eux-mêmes de futurs ouvriers. C'est à leur future vie d'OS et de chômeurs qu'ils sont formés dans les CET. Dans les C.E.T. c'est déjà l'usine.

C'est pourquoi dans le mouvement actuel, les jeunes des CET ont délaissé, plus facilement que leurs camarades lycéens, les revendications qui ne concernent pas directement les futurs ouvriers qu'ils sont.

C'est aussi pourquoi dès aujourd'hui un grand nombre de jeunes de CET sont prêts à participer aux grandes batailles de la classe ouvrière. Pour peu que nous sachions les y aider, en popularisant dans les CET les objectifs de lutte du prolétariat ; en y implantant les Comités pour l'Abrogation de la Circulaire Fontanet, les Comités Indochine-Palestine. Pour cela aucun moyen n'est à négliger : diffusions, mais aussi débats avec projections de films et de diapos etc...

VIVE LA LUTTE DES ELEVES DES CET !
VIVE LA SOLIDARITE DE CLASSE DES JEUNES DES CET ET DE LA CLASSE OUVRIERE !

à bas la circulaire fontanet

attaques racistes contre des ouvriers immigrés

Il fallait s'y attendre : les fascistes de tout poil tentent de déclencher des attaques contre les immigrés en grève contre les mesures de la circulaire Fontanet, le coup d'envoi a été donné par le torchon fasciste Minute. A Montpellier, le 26 mars, les nostalgiques de l'OAS, Troisième candidat Ordre Nouveau en tête, organisent une messe à l'intérieur de la cathédrale où 10 travailleurs tunisiens font la grève de la faim, en mémoire des colonialistes tués par le FNL, et tentent une agression contre les grévistes avec matraques et parapluies renforcés.

A Marseille, le 28 mars, c'est un commando de fascistes répartis dans les bars avoisinant le local des grévistes de la faim qui attaquent les membres du comité de soutien. Des coups de feu sont tirés, 2 militants sont blessés. Tout ceci bien sûr avec la bénédiction de la police qui arrive sur place 30 minutes après, et laisse repartir les agresseurs, et qui se mêle aux fascistes pour tenter ensuite à plusieurs reprises de rentrer en force dans le local des grévistes. A Montpellier, comme à Marseille, la riposte immédiate a fait échec aux agressions fascistes. Halte à la vermine fasciste ! Restons vigilants !

la manifestation du 31 mars

A l'appel des Comités de Défense de la Vie et des Droits des Travailleurs Immigrés (CDVTI), environ 5 000 personnes ont défilé de Belleville à la Nation, en scandant les mots d'ordre : "A bas la circulaire Fontanet", "nous voulons la carte de travail", "ouvriers français immigrés même patron, même combat", "solidarité Renault en lutte". Au moment de la dispersion la prise de parole d'un camarade a appelé tous les participants à s'engager dans une grande campagne de propagande et de mobilisation contre la circulaire Fontanet.

La forte proportion de jeunes intellectuels des lycées et facultés témoigne qu'il est largement possible aujourd'hui d'associer la jeunesse intellectuelle à la mobilisation contre la circulaire Fontanet. De même l'absence remarquée de délégations massives d'ouvriers français, nous rappelle que seule une dénonciation du sens de classe de la mesure permettra de mobiliser la classe ouvrière française aux côtés des travailleurs immigrés, et de faire reculer la bourgeoisie. C'est ce à quoi aujourd'hui il faut s'employer.

le meeting du 1 avril

3500 personnes se sont rassemblées dans la Mutualité à l'appel des CDVTI. De nombreuses délégations, d'immigrés en lutte, de nombreux comités de soutien venus de Mulhouse, Sochaux, Nevers, Valence, Carpentras, Aix, Marseille, Nice, Toulouse, Lille etc... ont expliqué les luttes qui ont été menées par les travailleurs immigrés et les comités de soutien. De nombreuses interventions ont montré que si des résultats avaient été obtenus par la lutte ils étaient insuffisants, que ce qu'il fallait, c'était obtenir l'abrogation de la circulaire Fontanet par une large mobilisation ; les interventions ont aussi montré que les grèves de la faim qui ont joué un rôle de détonateur dans la première phase de la mobilisation, ne sont pas les armes qu'il faut aujourd'hui et qu'il faut se donner d'autres moyens pour obtenir l'abrogation.

Mais ce qui est apparu dans ce meeting, ce sont les divergences politiques qui existent au sein du mouvement.

Alors que certaines interventions entretenaient des illusions sur l'efficacité d'un recours au conseil d'Etat, et fixaient comme objectif à la lutte de dénoncer le fait qu'un "ministre s'est

arroqué par une circulaire un pouvoir au dessus des lois" ; d'autres interventions ont posé les problèmes politiques malgré les tentatives de certains d'étouffer le débat par tous les moyens.

Un camarade de Nice a dénoncé l'exploitation impérialiste et montré que les ennemis des travailleurs, de Bourguiba à l'impérialisme français. Une bonne partie de la salle a repris les mots d'ordre "A bas l'impérialisme" "A bas Bourguiba". Le camarade a terminé en expliquant qu'à Nice les travailleurs ont pu reconnaître leurs véritables amis : les marxistes léninistes.

Un camarade du Comité de soutien de Lyon-Vaise a expliqué : "il y a des divergences dans la tactique à adopter ; ce que nous voulons c'est l'unité, mais l'unité ça se construit tranquillement sur des bases claires, et on en discute".

Il a montré que la circulaire est une arme que l'Etat donne aux patrons contre la classe ouvrière, ainsi que sa nature impérialiste.

L'importance de ce rassemblement montre la volonté de lutte contre la circulaire Fontanet ; pour la faire déboucher - Dénonçons le sens de classe de la mesure !

- Préparons le 1er Mai !

correspondant Paris



une caserne occupée à haguenau

Le 22 mars à Haguenau, les 3 lycées (lycée d'Etat mixte, lycée technique industriel, lycée technique commercial) ont convergé en une seule manifestation groupant 1700 lycéens.

En passant devant la caserne Thurat, nous avons été largement salués par les soldats dont certains le poing levé. Après avoir retraversé la ville, nous nous sommes rendus à la deuxième caserne de la ville. Des manifestants se sont groupés devant les grilles de cette caserne avec en tête une banderole : "Abrogation de la loi Debré", "Non à l'armée du Capital", signée du Comité de lutte LTI-LTC-LEM et de Front Rouge.

La grille violemment secouée, s'est ouverte sous la pression des manifestants : 1700 lycéens se sont engouffrés

dans la caserne. Un "sit-in" a été organisé à 50 m du dépôt de munitions. Une creuvre et le colonel tentèrent de calmer les manifestants. Plusieurs manifestants ont pris la creuvre par le bras, et scandé "A bas la loi Debré". Le colonel fut accueilli aux cris de "les gradés à l'usine". Tandis que des soldats prenaient des photos, levaient le poing et jetaient le béret. Au bout d'1/4h, les lycéens se retirèrent en bon ordre, en scandant "A bas l'embrigadement de la jeunesse". L'après-midi, fut consacré à un meeting et à un travail en groupe où fut dénoncé la loi Debré mais également l'organisation de l'armée bourgeoise, son rôle en système capitaliste.

Le 26 mars nous avons été rejoints par les gars des CET et des lycées de Bischwiller.

thionville

Nous publions les extraits de l'intervention devant 3000 lycéens lors d'un meeting à Thionville le 23 mars, d'un camarade de Front Rouge qui a déjà fait son service.

"L'armée c'est le fayotage, l'achat par le grade, le chantage aux permis. Il faut coûte que coûte diviser les appelés. Dans mon régiment, le Ve régiment de dragons à Tübingen (Allemagne), tous les officiers appartenaient à la bourgeoisie, presque tous avaient une particule : De Percin, De Parsceau, De la Folie de Joux etc... Mon capitaine, fils d'un général pro-OAS, De Maison Rouge, a payé 8 millions d'impôts en 1972...

L'armée, c'est entraîner les fils du peuple à se battre contre le peuple. En mai 68, mon régiment était en manœuvres du côté de Paris ; seuls les engagés montaient la garde, chargeur dans la poche. On n'avait pas confiance dans les appelés. On leur supprimait le courrier pour les monter contre les grévistes. A Reutlingen (au 2e Régiment de cuirassiers, les AMX 30) les gars s'étaient organisés pour tirer sur les poignées des extincteurs et noyer le moteur du char si on les faisait marcher contre les manifestants. A l'armée vous apprendrez à tirer contre le peuple. Préparons déjà le premier mai ! Vive l'unité de la classe ouvrière et de la jeunesse intellectuelle !"

OCTOBRE

les cahiers du
marxisme - léninisme

1944-1947

le P C F
au gouvernement

passer vos commandes à

C. Rey 240 av. Th. Braun 69400 Villefranche/saône

edgar faure sur le perchoir !

Alors que se déclenchait la lutte des O.S. à Renault, alors que se développait le mouvement lycéen, pendant ces 15 jours, les nouveaux "élus", eux, se sont agités autour d'une seule question : qui va monter sur le perchoir ?

Dans le jargon du parlement, le perchoir, c'est la tribune du haut de laquelle le président de l'Assemblée orchestre les caquètements et les gloussements de ce vaste poulailler.

Et le perchoir, plaque tournante entre l'Elysée et les partis bourgeois est devenu, aujourd'hui, un poste convoité : maintenant que l'UDR a perdu la majorité à l'Assemblée, que le gaullisme pur et dur ne correspond plus aux visées de la bourgeoisie française, le perchoir est un poste de choix pour dégager "une nouvelle majorité" : marchander avec les groupes parlementaires, débâcher des UDR par ici, des socialistes par là etc... Or dégager une "nouvelle majorité", c'est préparer directement les élections présidentielles de 76.

D'autre part, il s'agit aussi de redonner un semblant d'importance au cirque parlementaire. Mettre une "vedette" sur le perchoir, c'est un bon moyen parmi d'autres d'y arriver.

La course au perchoir a donc été épre.

D'un côté Edgar Faure a proclamé très tôt sa candidature, il avait derrière lui en plus des UDR qui cherchent à

quitter le bateau condamné, l'appui de tous les "centristes", des CDP de Fontanet aux réformateurs de Lecanuet en passant par les giscardiens. Paquet, candidat R.I. au perchoir, déclarait lui-même : "la candidature de Faure est sympathique".

De l'autre côté l'UDR a tenté désespérément de s'accrocher au perchoir. Elle a essayé de ressortir son coq de combat : Chaban. Et celui-ci aussitôt de claironner : "le président Edgar Faure a bien voulu me dire qu'il ne serait pas candidat contre moi... Quant à Mr Paquet, j'ai une raison précise de penser qu'une conciliation pourrait être recherchée".

Mais le caquet de Chaban est vite rabattu. Faure riposte : "je suis candidat et je le resterai". Paquet insiste : "Chaban Delmas a fait une déclaration sans prendre contact avec moi". C'est Pompidou en personne qui lui donnera le coup de frappe : devant les députés UDR déjeunant à l'Elysée, il évoque "les conditions difficiles" laissées à Messmer... par Chaban et avertit qu'un candidat purement UDR serait battu.

Dès lors l'UDR n'a plus qu'à encaisser le coup... et à voter pour Edgar Faure. C'est une nouvelle confirmation du déclin des tenants de l'ancienne politique gaulliste.

De cette nouvelle majorité en gestation comme de l'ancienne la classe ouvrière n'a rien à attendre de bon.

LES C.I.P. SE RENFORCENT

La réussite du meeting central du 4 Mars a contribué au renforcement des CIP. En témoigne le succès de meetings CIP à Caen (160 personnes), à Poitiers (180 personnes), en témoigne aussi la répression policière à Lille pour tenter d'empêcher la tenue d'un meeting. Front Rouge, qui dès le départ, a appelé à la création des CIP se réjouit de ces succès. Il ouvre très largement ses colonnes à toutes les actions des CIP et les invite à lui écrire pour faire part de leurs activités et de leur progression.

caen

Pour préparer ce meeting, la mobilisation a été intense : des tracts d'appel ont été diffusés pendant les 15 jours précédant le meeting sur le marché central et un marché de quartier, sur les 4 lycées et la fac, les quartiers ouvriers, les foyers de jeunes travailleurs et les usines de SAVIEM, JAEGER, SONOR-MEL, SMN, CHU et MOULINEX.

Un certain nombre d'organisations soutenant le meeting ont envoyé des messages : AGEF (Guadeloupe), FEANF (étudiants d'Afrique Noire), FRONT ROUGE, Cause du Peuple, UCF (ml), et le Comité anti-raciste. Le CIP avait décidé de refuser le "soutien" des trotskystes de la "Ligue" et d'un cercle proche de "Révolution", connaissant bien leurs manœuvres : se parer du drapeau de la lutte des peuples d'Indochine et de Palestine pour mieux la saboter.

160 personnes ont participé au meeting : parmi elles, un bon pourcentage d'ouvriers en majorité immigrés. A l'entrée du meeting le CIP, Front Rouge, l'UCF (ml) et le comité anti-raciste vendaient leur presse et leurs brochures. Après la lecture des messages de soutien et l'intervention, un montage de diapositives sur la Palestine a été projeté avec un texte lu par les militants des CIP. Un long débat a suivi très vivant et très animé, les personnes de la salle répondant autant aux questions que les militants à la tribune. Le débat s'est clos par l'intervention

d'un militant de la GUPS (étudiants palestiniens), la lecture d'une motion et l'annonce de la prochaine réunion du CIP).

CIP CAEN

lille

Le 24 Mars, dans un cinéma d'un quartier populaire devait avoir lieu un meeting anti-impérialiste. Au programme : film vietnamien, film palestinien, diapos, interventions des organisations et d'un gréviste de la faim de LILLE.

Au tour de ce meeting, s'organise un intense travail des militants anti-impérialistes : 1200 affiches sont collées, des travailleurs habitant des foyers immigrés participent activement à la mobilisation.

Tout le monde est d'accord : le 24 Mars, il y aura du monde.

Les flics aussi le savent. Aussi, ils vont mettre le paquet pour saboter le meeting.

Mercrédì 21, un camarade qui s'est fait arrêter lors d'un collage reçoit une lettre recommandée de la propriétaire du cinéma annonçant sous un prétexte futile qu'elle ne pouvait plus louer la salle (alors qu'elle avait accepté 15 jours auparavant en encaissant une avance de 100 F. sur le prix de location).

Dans cette affaire, les choses sont claires : les flics ont fait pression sur elle pour que le meeting n'ait pas lieu.

D'ailleurs, comment aurait-elle pu dénicher l'adresse du camarade alors qu'elle n'avait eu aucun contact avec lui pour la réservation de la salle ? Seuls les flics ont pu la lui procurer.

En tout cas de sabotage de dernière minute n'entamera pas la volonté de lutte des militants anti-impérialistes de ROUBAIX. Tous restent mobilisés.

L'état bourgeois nous attaque ? C'est que nous sommes sur la bonne voie, que nous progressons et qu'on commence à s'inquiéter.

EN AVANT POUR UN GRAND MOUVEMENT ANTI-IMPÉRIALISTE EN FRANCE INDOCHINE, PALESTINE, DOM-TOM : LES PEUPLES DOMINÉS VAINCRONT !

les pirates sionistes occupent 2 îles en Mer Rouge

Encore un nouvel acte de piraterie des sionistes israéliens ! Ils ont envoyé leurs commandos occuper des îles au sud de la mer rouge. Ils ont volé au peuple palestinien son territoire en 49, ils s'arrogent maintenant le droit de s'installer dans des îles arabes qui ne leur appartiennent pas, à des milliers de kilomètres de Tel Aviv.

Les pirates sionistes veulent protéger le trafic pétrolier qui ravitaille leurs forces d'agression en carburant. Les îles occupées se trouvent à 136 kms du détroit de Bab El Mandeb là où le pétrolier Coral Sea avait été attaqué en 1971 par les feddayins. Ils veulent aussi s'assurer la maîtrise et le contrôle de tout le trafic, intense dans cette région du monde, et des puissants intérêts économiques et financiers de cette riche région pétrolière. Ils y ont déjà installé en bordure de la mer Rouge, 3 bases en Erythrée ; cette nouvelle occupation à proximité du détroit qui contrôle toute la navigation leur donne un droit de regard encore plus important.

Les pirates sionistes comptent bien aussi utiliser ces îles comme bases d'attaque contre les peuples d'Arabie. Leurs bases en Erythrée, territoire occupé par l'Éthiopie, leur permettent de soutenir militairement la répression que mène l'empereur d'Éthiopie contre la lutte du Front de Libération de l'Erythrée. Les îles sont proches de la République Populaire du Sud-Yémen qui soutient activement la lutte de libération nationale menée victorieusement par le peuple du DHOFAR. A 36 kms des côtes du Sud-Yémen, ils ont installé sur une des îles, avec leurs commandos, une station de radars et de radio. Les peuples d'Arabie engagés victorieusement dans la lutte de libération, unissent leur combat à celui du peuple palestinien, contre l'agression sioniste et les fantoches de l'impérialisme US. Les visées agressives et expansionnistes de l'Etat sioniste d'Israël sont vouées à l'échec !

A BAS LE LIVRE BLANC SUR L'ULSTER!

nouvelle manœuvre de l'impérialisme britannique

Présenter la crise irlandaise comme une guerre civile entre catholiques et protestants est une tentative de la bourgeoisie pour déformer la réalité, en passant sous silence ce qui est principal : la domination sans partage de l'impérialisme britannique sur l'Ulster (Irlande du nord). Tout le vernis démocratique de cette domination est balayé depuis 69, avec l'intervention de l'armée britannique d'occupation, l'application des lois d'exception, la dissolution du Stormont (parlement britannique), tout puissant à Belfast.

Ce que la bourgeoisie appelle le camp catholique se compose en réalité de 2 forces : d'une part le prolétariat catholique irlandais, la classe la plus exploitée par l'impérialisme britannique, condamné à l'émigration, au chômage (50 % de la population du Bogside, quartier "catholique" de Belfast), et à la misère. Pour ces prolétaires, le seul espoir est de chasser l'impérialisme britannique, et ce sont eux qui dans leur grande masse ont pris les armes contre l'armée d'occupation au sein de l'IRA. Le sort réservé par l'impérialisme britannique au prolétariat protestant n'est du reste à peine plus enviable : quelques miettes de plus. D'autre part, la bourgeoisie catholique de l'Ulster, (intellectuels, professions libérales) qui voudrait pouvoir partager avec la bourgeoisie protestante, non pas le pouvoir, mais les miettes accordées par l'impérialisme britannique. C'est cette bourgeoisie qui a impulsé le mouvement pour l'égalité des droits civiques, et qui est aujourd'hui représentée par le SDLP (Social-Démocrat Labour Party).

L'impérialisme britannique a fort bien compris la nature du camp "catholique", c'est ce que prouve sa double tactique : abattre la fraction la plus déterminée du peuple irlandais, et passer des compromis avec la bourgeoisie catholique. C'est le sens du LIVRE BLANC sur l'Irlande récemment publié par Londres : l'expérience néo-coloniale est profitable...

Le Livre Blanc prévoit, en faveur de la bourgeoisie "catholique" l'élection d'une assemblée à la proportionnelle, où elle pourrait donc être représentée d'une façon conséquente. Il prévoit aussi l'application d'une charte des Droits de l'Homme, autre revendication du SDLP. A côté de ces concessions, le Livre Blanc garantit la domination de l'impérialisme britannique en maintenant en Ulster le corps expéditionnaire britannique. Celui-ci qui était de 5000 hommes, lors du premier débarquement le 21 avril 69, a crû progressivement jusqu'à près de 20 000 hommes aujourd'hui, dont la tâche principale est d'anéantir la lutte armée du peuple irlandais.

En faisant ces concessions l'impérialisme britannique s'attire donc contre l'IRA, la bienveillance de la bourgeoisie catholique d'Ulster. Il bénéficie aussi de l'appui de la bourgeoisie au pouvoir en Eire (Irlande du sud), qui a accru la répression contre l'IRA depuis le vote, le 2 décembre 72, d'une loi "anti-subversive". En application de cette loi, plusieurs dirigeants de l'IRA ont été arrêtés à Dublin. La dernière preuve de bonne volonté donnée par le gouvernement de Dublin a été l'arraisonnement le 28 mars dernier, d'un cargo chargé d'armes pour l'IRA. Le Times de Londres a salué en ces termes l'événement : "cet incident constitue un exploit considérable qui laisse prévoir des relations fructueuses entre Londres et le nouveau gouvernement de Dublin". En réalité, c'est contre le prolétariat irlandais que s'exerceront ces relations fructueuses.

Le LIVRE BLANC de l'impérialisme britannique a reçu l'accord du SDLP comme du parti Unioniste (le principal parti représentant la bourgeoisie protestante de l'Ulster).... et du gouvernement de Dublin. Mais le prolétariat irlandais saura déjouer ces manœuvres. Il saura, sous la direction d'un Parti Marxiste Léniniste gagner à sa lutte de Libération Nationale des alliés y compris dans la bourgeoisie catholique. Il chassera l'impérialisme britannique.

le départ des GI'S du vietnam n'est qu'un pas... IMPÉRIALISME US HORS D'INDOCHINE

Toute la presse pro-yankee a salué le 29 mars 1973 comme la fin de l'engagement US en Indochine. C'est prendre bien vite pour argent comptant les fables de la propagande US. En effet le départ du corps expéditionnaire US, en application des accords de Paris, est une grande victoire du peuple vietnamien. Mais la presse vendue aux impérialistes US se garde bien de rappeler que si les GI'S s'en vont, Thieu, l'homme de main de Nixon, reste, prêt à exécuter au Vietnam les ordres de ses maîtres de Washington. Pour cela Thieu dispose de tout l'armement et des bases que lui a laissées l'armée US avant de partir. Et ceci en totale violation des accords de Paris ; mais aucune commission de contrôle n'a été autorisée à surveiller le départ des troupes US.

Le départ des GI'S ne signifie pas non plus la fin de toute présence américaine au Vietnam. Nixon avait prévu depuis longtemps le retrait de ses troupes... et leur remplacement par des "conseillers" civils. Déjà avant la signature des accords près de 5000 "civils" américains travaillaient auprès des fantoches de Saïgon. Depuis les accords de janvier, en application du plan Jacobson, un grand nombre d'officiers américains ont quitté l'uniforme pour se déguiser en "civils". Aujourd'hui ils sont environ 15 000 au sud-vietnam. Parmi ceux-ci, un millier de fonction-

naires de l'AID (Association for International Development), véritables agents de l'impérialisme US dans tous les rouages de l'administration Saïgonnaise. C'est ainsi que 160 agents de l'AID "conseillent" la police fantoche et sont donc responsables de la détention, des tortures, des 300 000 prisonniers politiques de Thieu. Mme Nguyen Thi Binh a, en plus, dénoncé la venue prochaine, aux côtés de leurs collègues américains, de conseillers israéliens...

Le départ des GI'S signifie encore moins que Nixon ait renoncé à toute intervention militaire au Vietnam. Près de 260 000 militaires américains sont stationnés en permanence dans le sud-est asiatique, prêts à intervenir. Ils sont dans les bases de B 52 en Thaïlande (54 000 hommes), récemment modernisées, et agrandies, sur la cinquantaine de navires de la 7e flotte (60 000 hommes) qui croisent en permanence au large de l'Indochine, dans l'île de Guam (20 000), aux Philippines (18 000), à Hawaï (25 000), à Taiwan (6 000), et au Japon (75 000). Déjà, c'est à partir de ces bases d'agression, que se poursuit le bombardement du Cambodge et du Laos, en totale violation avec tous les accords signés. Le rôle de ces troupes a été clairement défini par Richardson, secrétaire d'Etat US à la défense : "les possibilités militaires de nos alliés et la menace contre leur sécurité néces-



la débacle des troupes US.

siteront, dans un proche avenir, que nous maintenons des forces bien équipées outre mer, comme dissuasion, ou pour répliquer de manière appropriée si la dissuasion échoue". C'est un aveu réaliste de la faiblesse du fantoche Thieu, et de la nature agressive de l'impérialisme US.

Pas plus qu'il n'a renoncé à domi-

ner militairement le Vietnam, Nixon n'a renoncé à piller ses richesses. C'est l'objectif non avoué de ce que les impérialistes américains appellent "l'aide à la reconstruction du Vietnam".

A coups de dollars, mettre la main sur les richesses pétrolières, minières et agricoles du Vietnam, et tirer pour les sociétés US, le maximum de profit de

la reconstruction des routes, des voies ferrées, et des villes dévastées par une guerre impitoyable. Mais Nixon se fait beaucoup d'illusions, s'il s'imagina que le peuple vietnamien, qui lutte depuis plus de 30 ans pour son indépendance va se laisser prendre au piège du pillage néo-colonialiste.

en vente: les brochures front rouge

- les OS face à l'intensification du travail 2F
- la paupérisation de la classe ouvrière dans le nord 1F
- l'interim: organisation et exploitation du chômage 2F
- le programme commun de la "gauche" 2F
- un programme bourgeois !
- ajouter 0,50 f. par brochure pour le port

de mande de contact

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Profession _____

envoyer cette demande à Front Rouge
BP 464/75065 PARIS CEDEX 02

abonnez-vous à front rouge ccp 204-51 lyon

		France		Etranger
Pli normal	1 an	20 F	1 an	40 F
	6 mois	10 F	6 mois	20 F
Pli ferme	1 an	70 F	1 an	100 F
	6 mois	35 F	6 mois	60 F

abonnement: 3 mois: 5 f